

## Restaurer l'État de droit

La démocratie, disait à peu près Winston Churchill, est le pire des systèmes politiques... après tous les autres ! L'illustre homme d'Etat soulignait ainsi que, dans nos sociétés contemporaines, quels que soient les périls qui les menacent et même en temps de guerre, le système démocratique, fondé sur la représentation des citoyens, est la valeur suprême dans l'organisation des collectivités publiques. Sans elle, pas de liberté de pensée ou d'expression, pas d'épanouissement personnel, pas de justice sociale...

Encore faut-il que la démocratie puisse fonctionner, ce qui suppose le respect de loi et de l'ordre, qui sont d'autres valeurs fondatrices d'un Etat de droit.

Or, sauf un sursaut indispensable que nos concitoyens appellent manifestement de leurs vœux, l'Etat de droit risque de perdre pied. Les objectifs essentiels qu'il doit servir - assurer la sécurité, la justice, la solidarité - ne sont plus convenablement atteints. Les valeurs qu'il représente - liberté, égalité, fraternité - sont remises en cause. Le principe sur lequel il est édifié - la représentation des citoyens - ne s'incarne plus adéquatement dans la réalité. L'extrémisme se nourrit de ce

terreau fertile, qu'il soit de droite, avec la montée en force du Vlaams Blok en Flandre, ou de gauche, avec le rebond du PTB en Wallonie.

D'où la nécessité de restaurer l'Etat. Nous nous y attachons, au MR, dans divers aspects de notre vie publique : le fonctionnement de ses institutions et de ses entreprises publiques, où divers projets ont déjà été présentés par Louis Michel ou Daniel Ducarme, la réorganisation des provinces et des intercommunales, à laquelle s'est attachée Charles Michel.

Le général de Gaulle pouvait encore dire « L'intendance suit ». De son temps le rôle du politique se limitait à arbitrer, et l'administration suivait en exécutant. Aujourd'hui, du moins à mes yeux, l'homme politique doit suivre ses dossiers de près : il faut stimuler, coordonner, contrôler, et aussi connaître, expliquer, se justifier, emporter l'adhésion.

Alain Zenner